

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Geneviève Koubi et Gilles J. Guglielmi** : Réquisitions "stratégiques" et effectivité du droit de grève.

**Thierry Tauran** : La réforme des retraites résultant de la loi du 9 novembre 2010 - Les grandes lignes du texte.

### JURISPRUDENCE

*voir notamment :*

L'Etat, multi-récidiviste condamné pour dysfonctionnements de la juridiction prud'homale.

**Tribunal de grande instance de Bobigny 17 avril 2008 et 27 octobre 2010 ; Tribunal de grande instance de Paris 20 octobre 2010** - Note Maude Beckers (p. 173)

Le règlement intérieur, outil d'encadrement du pouvoir disciplinaire.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2010** - Note Sylvie Mess (p. 185)

Kafka s'invite à Pôle emploi (ou lorsque la découverte de la compétence de la juridiction administrative permet d'escamoter les prérogatives du comité d'entreprise).

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 janvier 2011** - Note Michel Desrues (p. 187)

Licenciement en raison des absences liées à la maladie et discrimination en raison de l'état de santé : de l'absence de cause réelle et sérieuse à la nullité il n'y a qu'un pas, celui du juge des référés !

**Cour d'appel de Nîmes 9 février 2010 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2010** - Note Bernard Augier (p. 192)

L'établissement distinct à l'épreuve de la loi du 20 août 2008 : quelle place pour un syndicalisme de proximité ?

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 novembre 2010 (deux esp.) et 14 décembre 2010** - Note Claudy Ménard (p. 198)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

**Procédure prud'homale** : extraits de décisions sélectionnées et commentés par **Daniel Boulmier**.



**MARS 2011**

**Doctrine :**

**Réquisitions “stratégiques” et effectivité du droit de grève**, par **Geneviève Koubi**, Professeur à l'Université Paris-8, CERSA et **Gilles J. Guglielmi**, Professeur à l'Université Paris-II, CERSA ..... 153

Annexe : GREVE – Réquisition – Intervention préfectorale – Entreprise privée – Conditions (trois espèces) – Stocks pétroliers de l’aéroport de Roissy – Ravitaillement des services publics (première espèce) – Instauration d’une activité normale de l’établissement – Atteinte au droit de grève (deuxième espèce) – Réquisition limitée en nombre – Activité exclusivement destinée à fournir un approvisionnement aux véhicules prioritaires (troisième espèce).

**Première espèce : CONSEIL D’ETAT (référé) 27 octobre 2010** ..... 156

**Deuxième espèce : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN (référé) 22 octobre 2010** ..... 157

**Troisième espèce : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN (référé) 25 octobre 2010** ..... 158

**La réforme des retraites résultant de la loi du 9 novembre 2010 - Les grandes lignes du texte**, par **Thierry Tauran**, Maître de conférences à l'Université Paul Verlaine de Metz ..... 160

**Documents :**

**Le Conseil d’Etat au secours de l’administration !** Communiqué commun CGT/Fédération CGT des Industries chimiques ..... 167

**Audience solennelle de rentrée de la Cour de cassation**, discours de **Jean-Louis Nadal**, Procureur général près la Cour de cassation ..... 168

**Jurisprudence :**

CONSEILS DE PRUD’HOMMES – Dysfonctionnement – Engagement de la responsabilité de l’Etat – Délai excessif (trois espèces) – Délai pour réunir le Bureau de jugement en formation de départage (première espèce) – Délai entre Bureau de conciliation et Bureau de jugement (deuxième espèce) – Procédure concernant un “salarié protégé” – Délai excessif de rédaction du jugement (troisième espèce).

**Première espèce : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOBIGNY (1<sup>re</sup> ch. sect. 1) 17 avril 2008** ..... 173

**Deuxième espèce : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (1<sup>re</sup> ch. 1<sup>er</sup> sect.) 27 octobre 2010** ..... 173

**Troisième espèce : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (1<sup>re</sup> ch. 1<sup>er</sup> sect.) 20 octobre 2010** ..... 174

**Note Maude Beckers**, Avocate au Barreau de la Seine-Saint-Denis ..... 175

CONTRAT A DUREE DETERMINEE – Contrat vendanges (art. 718-4 C. rural) – Condition – Fixation d’un terme précis ou d’une durée minimale – Défaut – Conséquence – Requalification en CDI.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 octobre 2010** ..... 177

**Note Romain Marié**, Maître de conférences, Université Nancy-2, membre de l’équipe de recherches Droit et changement social (UMR CNRS 6028), Université de Nantes ..... 177

DROIT DISCIPLINAIRE – Exercice – Conditions – Inscription préalable au règlement intérieur de l’entreprise – 1° Sanction – 2° Mise à pied – Durée maximale.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 26 octobre 2010** ..... 181

**Note Sylvie Mess**, Conseillère prud’homme ..... 181

ENTREPRISES PUBLIQUES – Comité d’entreprise – Consultation sur une réorganisation – Irrégularité – Contestation – Compétence juridictionnelle – Décision portant sur l’organisation du service public – Compétence de l’ordre administratif.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 janvier 2011** ..... 183

**Note Michel Desrués**, Défenseur syndical ..... 183

LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Entreprise en difficulté – Liquidation judiciaire – 1° Représentation de la société – 2° Co-employeur – Autre société du groupe – Confusion d’activités, d’intérêt et de direction – Condamnation solidaire.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 28 septembre 2010</b> .....	187
<b>Note Paul Darves-Bornoz</b> .....	189
1° MALADIE – Absences multiples et répétées – Absence de désorganisation de l’entreprise – Licenciement – Discrimination – Nullité de la rupture – Réintégration (deux espèces).	
2° ENTREPRISES PUBLIQUES – Organisation de la médecine du travail – Caractère dérogatoire – Décret spécifique annulé par le Conseil d’Etat – Application du Code du travail (première espèce).	
<b>Première espèce : COUR D’APPEL DE NIMES (Ch. Soc.) 9 février 2010</b> .....	191
<b>Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 16 décembre 2010</b> .....	194
<b>Note Bernard Augier</b> , Membre du Conseil supérieur de la Prud’homme .....	195
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Délégué syndical – Désignation – Pluralité de désignation émanant de syndicats affiliés à une même confédération – Conséquence – Cumul illégal ouvrant droit à une contestation de tous les mandats concurrents – Règlement statutaire des litiges – A défaut, application de la règle d’antériorité.	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 octobre 2010</b> .....	197
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Représentativité – Prerogatives (trois espèces).	
1° Unité économique et sociale – Reconnaissance conventionnelle – Invitation de l’ensemble des organisations syndicales – Défaut – Nullité – 2° Délégué syndical – Etablissement distinct – Appréciation – Existence préalable d’un comité d’établissement – Validité de la désignation du DS dans ce cadre (première espèce).	
3° Droit de mener des négociations collectives – Exigence de représentativité découlant de la loi du 20 août 2008 – Atteinte à des normes européennes et constitutionnelles (non) – 4° Désignation d’un délégué syndical – Appréciation du score électoral de 10 % – Elections au comité d’établissement même en présence d’un cadre de désignation plus restreint (deuxième espèce).	
5° Appréciation de la représentativité – Délégué syndical – Désignation – Résultat obtenu aux élections au comité d’établissement – Elections des délégués du personnel – Caractère subsidiaire – 6° Représentant de la section syndicale – Cadre d’implantation – Alignement sur le DS (troisième espèce).	
<b>Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 novembre 2010</b> .....	198
<b>Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 novembre 2010</b> .....	199
<b>Troisième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 décembre 2010</b> .....	201
<b>Note Claudy Ménard</b> .....	203
<b>Chroniques jurisprudentielles :</b>	
PÉREMPTION D’INSTANCE – Fixation des délais de communication de pièces – Article L. 1452-8 Code du travail – Indications – Communication des pièces plus de deux ans après – Péremption d’instance (non).	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 septembre 2010</b> .....	204
CONCILIATION PRUD’HOMALE – Litiges exemptés – Requalification d’un CDD – Demandes annexes (oui) – Non-respect du préliminaire de conciliation – Violation d’une règle d’ordre public (non).	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 22 septembre 2010</b> .....	205

<http://sites.google.com/site/droitouvrier>